

# Communiqué de Presse

## Direction de la Communication

Réf: 852f09

Tél. +33 (0)3 88 41 25 60

Fax +33 (0)3 88 41 39 11

Internet: [www.coe.int](http://www.coe.int)

e-mail: [pressunit@coe.int](mailto:pressunit@coe.int)



### 47 Etats membres

Albanie  
Allemagne  
Andorre  
Arménie  
Autriche  
Azerbaïdjan  
Belgique  
Bosnie-Herzégovine  
Bulgarie  
Chypre  
Croatie  
Danemark  
Espagne  
Estonie  
Finlande  
France  
Géorgie  
Grèce  
Hongrie  
Irlande  
Islande  
Italie  
Lettonie  
«L'ex-République  
yougoslave de  
Macédoine»  
Liechtenstein  
Lituanie  
Luxembourg  
Malte  
Moldova  
Monaco  
Monténégro  
Norvège  
Pays-Bas  
Pologne  
Portugal  
République tchèque  
Roumanie  
Royaume-Uni  
Russie  
Saint-Marin  
Serbie  
Slovaquie  
Slovénie  
Suède  
Suisse  
Turquie  
Ukraine

## Lancement d'un code de bonnes pratiques sur la participation et la transparence dans la gouvernance de l'Internet

Charm el Cheikh, 18.11.2009 – Le Conseil de l'Europe, la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE-NU) ainsi que l'Association pour le progrès des communications (APC) ont présenté aujourd'hui – au Forum sur la gouvernance de l'Internet (FGI) – un projet de **Code de bonnes pratiques sur la participation, l'accès à l'information et la transparence dans la gouvernance de l'Internet**, qu'ils ont élaboré en commun.

Ce document était le thème essentiel des discussions d'un atelier organisé par les trois organisations le dernier jour du FGI, qui s'est tenu du 15 au 18 novembre à Charm el Cheikh (Egypte).

Ce code s'efforce de définir un ensemble commun de principes et de lignes directrices - comme la participation des multiples parties prenantes, la discussion ouverte et la prise de décision inclusive - et de fournir un cadre pouvant être utilisé par les instances de gouvernance de l'Internet pour réexaminer leurs propres expériences et en tenir compte dans leurs processus de participation et de prise de décision.

Le projet de document recommande que :

- le développement et l'administration des politiques et normes relatives à l'Internet soient ouverts, transparents et inclusifs ;
- les organisations actives en matière de gouvernance de l'Internet diffusent des informations sur leur travail dans différentes langues ;
- les possibilités de participer aux travaux des instances de gouvernance de l'Internet soient largement diffusées ;
- les instances de gouvernance de l'Internet puissent activement encourager la participation à leurs travaux pour tous ceux qui sont touchés par les décisions qu'elles prennent, indépendamment de leur localisation et de leurs ressources financières ;
- toutes les informations importantes relatives à la prise de décision et à la gouvernance de l'Internet soient mises à la disposition du public ;
- les organisations réexaminent régulièrement leurs politiques et pratiques relatives aux processus d'information, de participation et de prise de décision.

Ce projet de code est le résultat d'un processus de consultation au sein de la communauté de gouvernance de l'Internet au cours des deux dernières années ; il a également été débattu lors des FGI 2007 et 2008.

L'atelier de Charm el Cheikh a fourni l'occasion pour les acteurs concernés par la gouvernance de l'Internet d'examiner le projet de code et d'en discuter. Les instances de gouvernance de l'Internet ont exprimé leur intérêt pour une utilisation du code dans le cadre de leurs propres institutions. L'étape suivante amènera les auteurs de cette initiative à clore leurs consultations avec les instances envisageant de l'appliquer en vue de son adoption rapide et de son application ultérieure.

**Contact** : Jaime Rodríguez; [jaime.rodriguez@coe.int](mailto:jaime.rodriguez@coe.int); mob. +33 (0) 6 89 99 50 42

Pour recevoir nos communiqués par e-mail, contactez: [Council.of.Europe.Press@coe.int](mailto:Council.of.Europe.Press@coe.int)